



**PREFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R32-2024-559

PUBLIÉ LE 7 OCTOBRE 2024

Sommaire

ARS /

R32-2024-10-04-00016 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-202 [REDACTED] ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE BETHUNE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, [REDACTED] L'ACTIVITE DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITE ADULTE POUR LES [REDACTED] MENTION 1 - REANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS ET [REDACTED] MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE [REDACTED] (3 pages)	Page 6
R32-2024-10-04-00017 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-203 [REDACTED] ACCORDANT AU GROUPE AHNAC L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA POLYCLINIQUE DE LA CLARENCE A DIVION, L'ACTIVITE DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITE ADULTE [REDACTED] POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DEROGATOIRES [REDACTED] (3 pages)	Page 10
R32-2024-10-03-00003 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-78 [REDACTED] ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER [REDACTED] L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE ADULTE ET LA MODALITE PEDIATRIQUE, SUR SON SITE [REDACTED] (4 pages)	Page 14
R32-2024-10-03-00002 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-79 [REDACTED] ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER [REDACTED] L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE BARIATRIQUE, SUR SON SITE [REDACTED] (4 pages)	Page 19
R32-2024-10-03-00005 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-80 [REDACTED] ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER [REDACTED] L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE ADULTE ET LA MODALITE PEDIATRIQUE, SUR SON SITE [REDACTED] (4 pages)	Page 24
R32-2024-10-03-00004 - DECISION [REDACTED] DOS-PAC-N°2024-81 [REDACTED] ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER [REDACTED] L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE BARIATRIQUE, SUR SON SITE [REDACTED] (4 pages)	Page 29
R32-2024-10-04-00030 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-121 ACCORDANT AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR SON SITE (3 pages)	Page 34
R32-2024-10-04-00031 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-122 ACCORDANT À LA S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE AMBROISE PARÉ À LILLE (3 pages)	Page 38

R32-2024-10-04-00032 - DECISION DOS-PAC-N°2024-123 ACCORDANT A LA S.A.S HOPITAL PRIVE METROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DU SPORT ET D'ORTHOPEDIE A MARCQ-EN-BAROEUL (3 pages)	Page 42
R32-2024-10-04-00033 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-124 ACCORDANT À S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE LILLE SUD À LESQUIN (3 pages)	Page 46
R32-2024-10-04-00034 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-125 ACCORDANT AU GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL SAINT VINCENT À LILLE (4 pages)	Page 50
R32-2024-10-04-00035 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-139 ACCORDANT À LA S.A.S CLINIQUE DES PEUPLIERS L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DES PEUPLIERS À VILLENEUVE D'ASCQ (3 pages)	Page 55
R32-2024-10-04-00019 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-60 ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DUNKERQUE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE (4 pages)	Page 59
R32-2024-10-04-00024 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-61 ACCORDANT À LA S.A. CLINIQUE DE FLANDRE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DE FLANDRE À COUDEKERQUE - BRANCHE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES (3 pages)	Page 64
R32-2024-10-04-00021 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-63 ACCORDANT AU GROUPE HOSPITALIER SECLIN CARVIN L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE DE SECLIN, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES (3 pages)	Page 68

R32-2024-10-04-00026 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-64 ACCORDANT AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE HÔPITAL SAINT PHILIBERT, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE ET MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE (3 pages)	Page 72
R32-2024-10-04-00025 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-65 ACCORDANT AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE HÔPITAL SAINT VINCENT, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 3 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS DÉROGATOIRES (4 pages)	Page 76
R32-2024-10-04-00023 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-66 ACCORDANT AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES (3 pages)	Page 81
R32-2024-10-04-00022 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-67 ACCORDANT AU CHU DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 1 - RÉANIMATION DE RECOURS ET SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES D'HÉMATOLOGIE (4 pages)	Page 85
R32-2024-10-04-00029 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-68 ACCORDANT À LA S.A.S. HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ LE BOIS, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS ET POUR LA MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE (3 pages)	Page 90
R32-2024-10-04-00028 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-69 ACCORDANT À LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE À LILLE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES (3 pages)	Page 94

R32-2024-10-04-00027 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-70 ACCORDANT À LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE-D'ASCQ L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE D'ASCQ, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE (3 pages)

Page 98

R32-2024-10-04-00020 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-71 ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 3 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS DÉROGATOIRES (4 pages)

Page 102

R32-2024-10-04-00018 - DÉCISION DOS-PAC-N°2024-72 ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE TOURCOING L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE (3 pages)

Page 107

Direction interrégionale de la mer Manche Est - Mer du Nord /

R32-2024-10-03-00001 - Arrêté n°152/2024 en date du 03 octobre 2024 - Portant nomination des membres, avec voix délibérative, de l'assemblée commerciale de la station de pilotage du Grand Port Maritime de Dunkerque ?? (2 pages)

Page 111

ARS

R32-2024-10-04-00016

DECISION

DOS-PAC-N°2024-202

ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE
BETHUNE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR
SON SITE,
L'ACTIVITE DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITE ADULTE POUR LES
MENTION 1 - REANIMATION ET SOINS
INTENSIFS POLYVALENTS ET
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE
NEUROLOGIE VASCULAIRE

DECISION

DOS-PAC-N°2024-202

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE BÉTHUNE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS ET
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 18 septembre 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du centre hospitalier de Béthune, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site du centre hospitalier de Béthune, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 19 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Béthune ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du béthunois, la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone de béthunois, la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Béthune, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire
est accordée au centre hospitalier de Béthune, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 620100651 / ET 620000224

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réanimation et soins intensifs polyvalents

4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 4 octobre 2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00017

DECISION

DOS-PAC-N°2024-203

ACCORDANT AU GROUPE AHNAC

L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA

POLYCLINIQUE DE LA CLARENCE A DIVION,

L'ACTIVITE DE SOINS CRITIQUES SELON LA

MODALITE ADULTE

POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS

POLYVALENTS DEROGATOIRES

DECISION

DOS-PAC-N°2024-203

**ACCORDANT AU GROUPE AHNAC L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA POLYCLINIQUE DE LA CLARENCE À
DIVION, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE
POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 18 septembre 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du groupe AHNAC, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de la polyclinique de la Clarence à Divion, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 19 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le groupe AHNAC ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du béthunois, la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du groupe AHNAC, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires est accordée au groupe AHNAC, sur le site de la polyclinique de la Clarence à Divion.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 620001834 / ET 620025346

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mention : 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

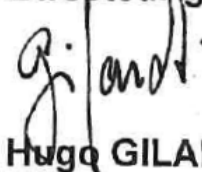
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 4 octobre 2024

Le Directeur général



Hugues GILARDI

ARS

R32-2024-10-03-00003

DECISION

DOS-PAC-N°2024-78

ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE
DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA
MODALITE ADULTE ET LA MODALITE
PEDIATRIQUE, SUR SON SITE

DECISION

DOS-PAC-N°2024-78

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR SON SITE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par la directrice du centre hospitalier de Denain, visant à obtenir

l'autorisation d'exercer sur le site du centre hospitalier de Denain, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 12 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par centre hospitalier de Denain ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité pédiatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que la représentante du centre hospitalier de Denain, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagée sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, est accordée au centre hospitalier de Denain, sur son site.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est

autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° chirurgie plastique, reconstructrice ;
- 4° chirurgie thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 ;
- 5° chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° chirurgie gynécologique obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 10° chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
- 11° chirurgie urologique.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590782165 / ET 590000592

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° chirurgie plastique, reconstructrice ;
- 4° chirurgie thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 ;
- 5° chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° chirurgie gynécologique obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 10° chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
- 11° chirurgie urologique.

Activité : chirurgie

Modalité : pédiatrique

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 03/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-03-00002

DECISION

DOS-PAC-N°2024-79

ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE
DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA
MODALITE BARIATRIQUE, SUR SON SITE

DECISION

DOS-PAC-N°2024-79

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ BARIATRIQUE, SUR SON SITE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R.6123-208 du CSP et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par la directrice du centre hospitalier de Denain, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site du centre hospitalier de Denain, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité bariatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 12 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par centre hospitalier de Denain ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité bariatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS, et notamment son objectif 2 de l'objectif général 3 qui prévoit de « développer un plan régional obésité partenarial » ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que la représentante du centre hospitalier de Denain, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagée sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité bariatrique, est accordée au centre hospitalier de Denain, sur son site.

Article 2 – Cette autorisation sera réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans. Elle est également caduque pour la partie de l'activité, de la structure ou de l'équipement dont la réalisation, la mise en œuvre ou l'implantation n'est pas achevée dans un délai de quatre ans. Ces délais courent du jour de la notification de la présente décision conformément à l'article R.6122-36 du CSP.

Article 3 – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner, sous réserve de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L.162-21 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le titulaire de l'autorisation débute l'activité de soins, il en fait sans délai la déclaration au directeur général de l'ARS conformément à l'article R.6122-37 du CSP. Cette déclaration devra être accompagnée d'une attestation du titulaire de l'autorisation s'engageant à la conformité de l'activité de soins aux conditions d'autorisation, conformément à l'article D.6122-38 du CSP.

La durée de validité de la présente autorisation sera de 7 ans à partir de la date de réception de cette déclaration.

Article 4 – Dans le délai de six mois prévu à l'article L.6122-4 du même code, une visite de conformité peut être réalisée par l'ARS après programmation par accord entre l'ARS et le titulaire. A défaut de visite au terme de ce délai par le fait du titulaire, le directeur général de l'ARS peut suspendre l'autorisation dans les conditions prévues au II de l'article L.6122-13 du CSP. La visite de conformité est effectuée dans les conditions prévues par l'article D.6122-38 du CSP.

Lorsque les installations ou le fonctionnement ne sont pas conformes aux éléments sur la base desquels l'autorisation a été accordée ou aux conditions auxquelles elle est subordonnée, le directeur général de l'ARS, sur la base du compte-rendu établi par les personnes ayant effectué la visite, fait sans délai connaître au titulaire de l'autorisation les constatations faites et les transformations ou les améliorations à réaliser pour assurer la conformité. Il est alors fait application des dispositions de l'article L.6122-13 du CSP.

Article 5 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590782165 / ET 590000592

Activité : chirurgie

Modalité : bariatrique

Article 6 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 7 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 03/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-03-00005

DECISION

DOS-PAC-N°2024-80

ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE
VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA
MODALITE ADULTE ET LA MODALITE
PEDIATRIQUE, SUR SON SITE

DECISION

DOS-PAC-N°2024-80

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR SON SITE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du centre hospitalier de Valenciennes, visant à

obtenir l'autorisation d'exercer sur le site du centre hospitalier de Valenciennes, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 12 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Valenciennes ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité pédiatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Valenciennes, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, est accordée au centre hospitalier de Valenciennes, sur son site.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est

autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° chirurgie plastique, reconstructrice ;
- 4° chirurgie thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 ;
- 5° chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° chirurgie gynécologique obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 8° neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière ;
- 9° chirurgie ophtalmologique ;
- 10° chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
- 11° chirurgie urologique.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590782215 / ET 590000618

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° chirurgie plastique, reconstructrice ;
- 4° chirurgie thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 ;
- 5° chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° chirurgie gynécologique obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 8° neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière ;
- 9° chirurgie ophtalmologique ;
- 10° chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
- 11° chirurgie urologique.

Activité : chirurgie

Modalité : pédiatrique

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS,

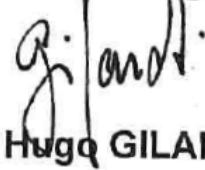
l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 03/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-03-00004

DECISION

DOS-PAC-N°2024-81

ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE
VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITE DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA
MODALITE BARIATRIQUE, SUR SON SITE

DECISION

DOS-PAC-N°2024-81

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ BARIATRIQUE, SUR SON SITE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R.6123-208 du CSP et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du centre hospitalier de Valenciennes, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site du centre hospitalier de Valenciennes, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité bariatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 12 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Valenciennes ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone du valenciennois, la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité bariatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS, et notamment son objectif 2 de l'objectif général 3 qui prévoit de « développer un plan régional obésité partenarial » ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Valenciennes, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité bariatrique, est accordée au centre hospitalier de Valenciennes, sur son site.

Article 2 – Cette autorisation sera réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans. Elle est également caduque pour la partie de l'activité, de la structure ou de l'équipement dont la réalisation, la mise en œuvre ou l'implantation n'est pas achevée dans un délai de quatre ans. Ces délais courent du jour de la notification de la présente décision conformément à l'article R.6122-36 du CSP.

Article 3 – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner, sous réserve de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L.162-21 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le titulaire de l'autorisation débute l'activité de soins, il en fait sans délai la déclaration au directeur général de l'ARS conformément à l'article R.6122-37 du CSP. Cette déclaration devra être accompagnée d'une attestation du titulaire de l'autorisation s'engageant à la conformité de l'activité de soins aux conditions d'autorisation, conformément à l'article D.6122-38 du CSP.

La durée de validité de la présente autorisation sera de 7 ans à partir de la date de réception de cette déclaration.

Article 4 – Dans le délai de six mois prévu à l'article L.6122-4 du même code, une visite de conformité peut être réalisée par l'ARS après programmation par accord entre l'ARS et le titulaire. A défaut de visite au terme de ce délai par le fait du titulaire, le directeur général de l'ARS peut suspendre l'autorisation dans les conditions prévues au II de l'article L.6122-13 du CSP. La visite de conformité est effectuée dans les conditions prévues par l'article D.6122-38 du CSP.

Lorsque les installations ou le fonctionnement ne sont pas conformes aux éléments sur la base desquels l'autorisation a été accordée ou aux conditions auxquelles elle est subordonnée, le directeur général de l'ARS, sur la base du compte-rendu établi par les personnes ayant effectué la visite, fait sans délai connaître au titulaire de l'autorisation les constatations faites et les transformations ou les améliorations à réaliser pour assurer la conformité. Il est alors fait application des dispositions de l'article L.6122-13 du CSP.

Article 5 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590782215 / ET 590000618

Activité : chirurgie

Modalité : bariatrique

Article 6 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 7 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 03/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00030

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-121 ACCORDANT
AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER
OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA
MODALITÉ ADULTE, SUR SON SITE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-121

**ACCORDANT AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR SON SITE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret,

visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site du centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret à Lille, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret Lille ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone de 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret Lille, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte, est accordée au centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret de Lille, sur son site.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 6° Chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° Chirurgie gynécologique et obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés

- au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
 - 11° Chirurgie urologique.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780334 / ET 590000188

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 6° Chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° Chirurgie gynécologique et obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale ;
- 11° Chirurgie urologique.

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00031

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-122 ACCORDANT À
LA S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD
L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE
SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ
ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE AMBROISE
PARÉ À LILLE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-122

**ACCORDANT À LA S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE AMBROISE PARÉ À LILLE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de S.A.S hôpital privé métropole nord, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de la clinique Ambroise Paré à Lille, l'activité de soins de

chirurgie, selon la modalité adulte, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par S.A.S hôpital privé métropole nord ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de S.A.S hôpital privé métropole nord, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte, est accordée à la S.A.S hôpital privé métropole nord, sur le site de la clinique Ambroise Paré à Lille.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 9° Chirurgie ophtalmologique.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590053955 / ET 590780342

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 9° Chirurgie ophtalmologique.

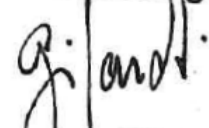
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00032

DECISION DOS-PAC-N°2024-123 ACCORDANT A
LA S.A.S HOPITAL PRIVE METROPOLE NORD
L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE
SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITE
ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DU SPORT
ET D'ORTHOPEDIE A MARCQ-EN-BAROEUL

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-123

**ACCORDANT À LA S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DU SPORT ET
D'ORTHOPÉDIE À MARCQ-EN-BARŒUL**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de la S.A.S hôpital privé métropole nord, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de la clinique du sport et d'orthopédie à Marcq-en-Barœul,

l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par S.A.S hôpital privé métropole nord ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de S.A.S hôpital privé métropole nord, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte, est accordée à la S.A.S hôpital privé métropole nord, sur le site de la clinique du sport et d'orthopédie à Marcq-en-Barœul.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° Chirurgie ophtalmologique.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et

sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590053955 / ET 590781951

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 9° Chirurgie ophtalmologique


Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00033

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-124 ACCORDANT À
S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD
L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE
SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ
ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR LE
SITE DE LA CLINIQUE LILLE SUD À LESQUIN

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-124

**ACCORDANT À S.A.S HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR LE SITE DE LA
CLINIQUE LILLE SUD À LESQUIN**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de S.A.S hôpital privé métropole nord, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de la clinique Lille sud à Lesquin, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par S.A.S hôpital privé métropole nord ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 10 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité pédiatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du S.A.S hôpital privé métropole nord, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, est accordée à S.A.S hôpital privé métropole nord, sur le site de la clinique Lille

sud à Lesquin.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590053955 / ET 590780250

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale.

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590053955 / ET 590780250

Activité : chirurgie

Modalité : pédiatrique

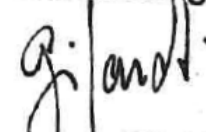
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



HUGO GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00034

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-125 ACCORDANT
AU GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT
CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION
D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE
SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ
PÉDIATRIQUE, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL SAINT
VINCENT À LILLE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-125

**ACCORDANT AU GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE ET LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE, SUR LE SITE DE
L'HÔPITAL SAINT VINCENT À LILLE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital Saint Vincent à Lille, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 10 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité pédiatrique et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et la modalité pédiatrique est accordée au groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, sur le

site de l'hôpital Saint Vincent à Lille.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° Chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° Chirurgie gynécologique et obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 9° Chirurgie ophtalmologique ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590051801/ ET 590797353

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 3° Chirurgie plastique reconstructrice ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire ;
- 6° Chirurgie viscérale et digestive ;
- 7° Chirurgie gynécologique et obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- 9° Chirurgie ophtalmologique ;
- 10° Chirurgie oto-rhino-laryngologique et cervico-faciale.

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590051801/ ET 590797353

Activité : chirurgie

Modalité : pédiatrique

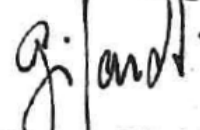
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00035

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-139 ACCORDANT À
LA S.A.S CLINIQUE DES PEUPLIERS
L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE
SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ
ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DES
PEUPLIERS À VILLENEUVE D'ASCQ

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-139

**ACCORDANT À LA S.A.S CLINIQUE DES PEUPLIERS L'AUTORISATION D'EXERCER
L'ACTIVITÉ DE SOINS DE CHIRURGIE SELON LA MODALITÉ ADULTE, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DES PEUPLIERS À
VILLENEUVE D'ASCQ**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de de la S.A.S clinique des Peupliers, visant à obtenir

l'autorisation d'exercer sur le site de la clinique des Peupliers à Villeneuve d'Ascq, l'activité de soins de chirurgie, selon la modalité adulte, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par la S.A.S clinique des Peupliers ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone de 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 12 implantations pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de chirurgie fixées aux articles R.6123-201 à R.6123-212 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-267 à D.6124-290 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de la S.A.S clinique des Peupliers, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie selon la modalité adulte, est accordée à la S.A.S clinique des Peupliers, sur le site de la clinique des Peupliers à Villeneuve d'Ascq.

La mise en œuvre des pratiques thérapeutiques spécifiques, prévues par l'article R.6123-202 du CSP, est autorisée pour les pratiques suivantes :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590000733 / ET 590782546

Activité : chirurgie

Modalité : adulte

Pratique thérapeutique spécifique :

- 1° Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- 2° Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- 5° Chirurgie vasculaire et endovasculaire.

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugq GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00019

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-60 ACCORDANT
AU CENTRE HOSPITALIER DE DUNKERQUE
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 1 -
RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS
POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS
DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS
INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE
MENTION 5 - SOINS INTENSIFS
D'HÉMATOLOGIE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-60

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE DUNKERQUE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS,
MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE
MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du centre hospitalier de Dunkerque, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents, pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie, pour la mention 4 – soins intensifs de neurologie vasculaire et pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Dunkerque ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 1A « Dunkerquois - Flandre maritime », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réa et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 1A « Dunkerquois - Flandre maritime », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 1A « Dunkerquois - Flandre maritime », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 – soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 1A « Dunkerquois - Flandre maritime », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Dunkerque, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 1 - réa et soins intensifs polyvalents
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire
mention 5 - soins intensifs d'hématologie
est accordée au centre hospitalier de Dunkerque, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590781415 / ET 590000337

Activité : soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réa et soins intensifs polyvalents

3 - soins intensifs de cardiologie

4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

5 - soins intensifs d'hématologie

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00024

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-61 ACCORDANT À
LA S.A. CLINIQUE DE FLANDRE L'AUTORISATION
D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DE
FLANDRE À COUDEKERQUE - BRANCHE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 -
SOINS INTENSIFS POLYVALENTS
DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-61

**ACCORDANT À LA S.A. CLINIQUE DE FLANDRE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE LA CLINIQUE DE FLANDRE À
COUDEKERQUE - BRANCHE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur de la S.A. clinique de Flandre, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de la clinique de Flandre à Coudekerque-Branche, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par la S.A clinique de Flandre ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone de 1A « Dunkerquois - Flandre maritime », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de la S.A. clinique de Flandre, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires est accordée à la S.A clinique de Flandre, sur le site de la clinique de Flandre à Coudekerque-Branche.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590005492 / ET 590815056

Activité : soins critiques

Modalité : adulte

Mentions : 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

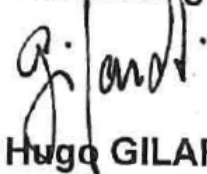
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



HUGO GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00021

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-63 ACCORDANT
AU GROUPE HOSPITALIER SECLIN CARVIN
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE DE
SECLIN, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON
LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 -
SOINS INTENSIFS POLYVALENTS
DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-63

**ACCORDANT AU GROUPE HOSPITALIER SECLIN CARVIN L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE DE SECLIN,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de

signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du groupe hospitalier Seclin Carvin, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site de Seclin, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le groupe hospitalier Seclin Carvin ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 5 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du groupe hospitalier Seclin Carvin, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires est accordée au groupe hospitalier Seclin Carvin, sur son site de Seclin.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et

sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780227 / ET 590000121

Activité : soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

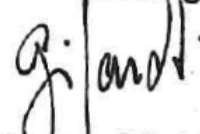
Article 4 – Conformément aux dispositions de l’article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l’autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l’évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l’autorisation adresse les résultats de l’évaluation à l’ARS au plus tard quatorze mois avant l’échéance de l’autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l’autorisation avec le SRS, l’ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l’article L.6122-9 du CSP. A défaut d’injonction un an avant l’échéance de l’autorisation, et par dérogation aux dispositions de l’article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L’avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l’autonomie compétente pour le secteur sanitaire n’est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00026

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-64 ACCORDANT
AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE
L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE
HÔPITAL SAINT PHILIBERT, L'ACTIVITÉ DE
SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE
POUR LES MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS
INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS
INTENSIFS DE CARDIOLOGIE ET MENTION 4 -
SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-64

**ACCORDANT AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER,
SUR LE SITE HÔPITAL SAINT PHILIBERT, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS,
MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE ET MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital Saint Philibert, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents, pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au

volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents

mention 3 - soins intensifs de cardiologie

mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

est accordée au GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, sur le site de l'hôpital Saint Philibert.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590051801 / ET 590780284

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réa et soins intensifs polyvalents

3 - soins intensifs de cardiologie

4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

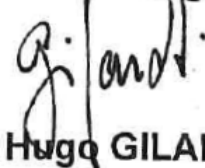
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



HUGO GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00025

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-65 ACCORDANT
AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE
L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE
HÔPITAL SAINT VINCENT, L'ACTIVITÉ DE SOINS
CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR
LES MENTION 2 - SOINS INTENSIFS
POLYVALENTS DÉROGATOIRES, MENTION 5 -
SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE, ET SELON
LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION
3 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES
POLYVALENTS DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-65

ACCORDANT AU GCS GROUPEMENT DES HÔPITAUX DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE HÔPITAL SAINT VINCENT, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 3 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS DÉROGATOIRES

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital Saint Vincent, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires et pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et selon la modalité pédiatrique pour la mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 5 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité pédiatrique pour la mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au

respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques

- selon la modalité adulte pour les
mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires
mention 5 - soins intensifs d'hématologie

- selon la modalité pédiatrique pour la
mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires
est accordée au GCS groupement des hôpitaux de l'institut catholique de Lille, sur le site de l'hôpital Saint Vincent.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590051801 / ET 590797353

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

5 - soins intensifs d'hématologie

Modalité : pédiatrique

Mentions :

3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de

sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00023

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-66 ACCORDANT
AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER
OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER,
SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES
SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS
DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-66

**ACCORDANT AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER OSCAR LAMBRET L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 5 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires est accordée au centre de lutte contre le cancer Oscar Lambret, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et

sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :
Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780334 / ET 590000188
Activité : Soins critiques
Modalité : adulte
Mentions : 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

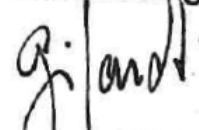
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugues GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00022

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-67 ACCORDANT
AU CHU DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER,
SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES
SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS
INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS
INTENSIFS DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 -
SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE,
MENTION 5 - SOINS INTENSIFS
D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ
PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 1 -
RÉANIMATION DE RECOURS ET SOINS
INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS,
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES
D'HÉMATOLOGIE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-67

**ACCORDANT AU CHU DE LILLE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE,
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE,
ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA
MENTION 1 - RÉANIMATION DE RECOURS ET SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS, MENTION 4 - SOINS
INTENSIFS PÉDIATRIQUES D'HÉMATOLOGIE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général du CHU de Lille, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents, pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie, pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire, pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et selon la modalité pédiatrique pour la mention 1 - réanimation de recours et soins intensifs pédiatriques polyvalents et pour la mention 4 - soins intensifs pédiatriques d'hématologie, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le CHU de Lille ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité pédiatrique pour la mention 1 - réanimation de recours et soins intensifs pédiatriques polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité pédiatrique pour la mention 4 - soins intensifs pédiatriques d'hématologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du CHU de Lille, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques

- selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire
mention 5 - soins intensifs d'hématologie

- selon la modalité pédiatrique pour la mention 1 - réa de recours et soins intensifs pédiatriques polyvalents
mention 4 - soins intensifs pédiatriques d'hématologie
est accordée au CHU de Lille, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780193 / ET 590811279

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

- 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
- 5 - soins intensifs d'hématologie

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780193 / ET 590787586

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

- 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
- 3 - soins intensifs de cardiologie

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780193 / ET 590796975

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

- 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
- 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590780193 / ET 590006607

Modalité : pédiatrique

Mentions :

- 1 - réanimation de recours et soins intensifs pédiatriques polyvalents
- 4 - soins intensifs pédiatriques d'hématologie

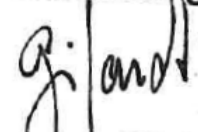
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00029

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-68 ACCORDANT À
LA S.A.S. HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE
L'HÔPITAL PRIVÉ LE BOIS, L'ACTIVITÉ DE SOINS
CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR
LA MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS
INTENSIFS POLYVALENTS ET POUR LA MENTION
3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-68

ACCORDANT À LA S.A.S. HÔPITAL PRIVÉ MÉTROPOLE NORD L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ LE BOIS, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS ET POUR LA MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de la S.A.S. Hôpital Privé Métropole nord, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital privé Le Bois à Lille, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par la S.A.S. Hôpital Privé Métropole nord ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 3 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de la S.A.S. Hôpital Privé Métropole nord, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
est accordée à la S.A.S. Hôpital Privé Métropole nord, sur le site de l'hôpital privé Le Bois à Lille.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590053955 / ET 590780268

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réa et soins intensifs polyvalents

3 - soins intensifs de cardiologie

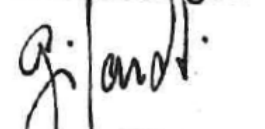
Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00028

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-69 ACCORDANT À
LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE
L'HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE À LILLE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 -
SOINS INTENSIFS POLYVALENTS
DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-69

ACCORDANT À LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ LA LOUVIÈRE À LILLE, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de

signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de la S.A. hôpital privé La Louvière, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital privé La Louvière à Lille, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoire, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par la S.A. hôpital privé La Louvière ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 5 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de la S.A. hôpital privé La Louvière, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires, est accordée à la S.A. hôpital privé La Louvière, sur le site de l'hôpital privé La Louvière à Lille.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590000204 / ET 590780383

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions : 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



HUGO GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00027

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-70 ACCORDANT À
LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE-D'ASCQ
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE
L'HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE D'ASCQ,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 -
SOINS INTENSIFS POLYVALENTS
DÉROGATOIRES MENTION 3 - SOINS INTENSIFS
DE CARDIOLOGIE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-70

**ACCORDANT À LA S.A. HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE-D'ASCQ L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR LE SITE DE L'HÔPITAL PRIVÉ DE VILLENEUVE D'ASCQ, L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 2 - SOINS INTENSIFS POLYVALENTS DÉROGATOIRES
MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur général de la S.A. hôpital privé de Villeneuve d'Ascq, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur le site de l'hôpital privé de Villeneuve d'Ascq, l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoires et pour la mention 3 – soins intensifs de cardiologie, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par la SA hôpital privé de Villeneuve d'Ascq ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 5 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 2 – soins intensifs polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 3A « Lille », la possibilité d'autoriser 4 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 – soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant de la S.A. hôpital privé de Villeneuve d'Ascq, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
est accordée à de la S.A. hôpital privé de Villeneuve d'Ascq, sur le site de l'hôpital privé de Villeneuve d'Ascq.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590000741 / ET 590782553

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

2 - soins intensifs polyvalents dérogatoires

3 - soins intensifs de cardiologie

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugues GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00020

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-71 ACCORDANT
AU CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LA MENTION 1 -
RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS
POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS
DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS
INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE,
MENTION 5 - SOINS INTENSIFS
D'HÉMATOLOGIE, ET SELON LA MODALITÉ
PÉDIATRIQUE POUR LA MENTION 3 - SOINS
INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS
DÉROGATOIRES

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-71

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE, L'ACTIVITÉ DE SOINS
CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LA
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE,
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE, MENTION 5 - SOINS INTENSIFS D'HÉMATOLOGIE,
ET SELON LA MODALITÉ PÉDIATRIQUE POUR LA
MENTION 3 - SOINS INTENSIFS PÉDIATRIQUES POLYVALENTS DÉROGATOIRES**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du centre hospitalier de Roubaix, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents, pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie, pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie, et selon la modalité pédiatrique pour la mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Roubaix ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing » la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing » la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing » la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing » la possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 5 - soins intensifs d'hématologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing » la

possibilité d'autoriser 1 implantation pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité pédiatrique pour la mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Roubaix, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques

- selon la modalité adulte pour les
mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire
mention 5 - soins intensifs d'hématologie

- selon la modalité pédiatrique pour la
mention 3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires
est accordée au centre hospitalier de Roubaix, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590782421 / ET 590801106

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réanimation et soins intensifs polyvalents

3 - soins intensifs de cardiologie

4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

5 - soins intensifs d'hématologie

Modalité : pédiatrique

Mentions :

3 - soins intensifs pédiatriques polyvalents dérogatoires

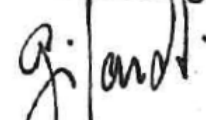
Article 4 – Conformément aux dispositions de l’article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l’autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l’évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l’autorisation adresse les résultats de l’évaluation à l’ARS au plus tard quatorze mois avant l’échéance de l’autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l’autorisation avec le SRS, l’ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l’article L.6122-9 du CSP. A défaut d’injonction un an avant l’échéance de l’autorisation, et par dérogation aux dispositions de l’article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L’avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l’autonomie compétente pour le secteur sanitaire n’est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l’offre de soins de l’ARS Hauts-de-France est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l’Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugo GILARDI

ARS

R32-2024-10-04-00018

DÉCISION DOS-PAC-N°2024-72 ACCORDANT
AU CENTRE HOSPITALIER DE TOURCOING
L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA
MODALITÉ ADULTE POUR LES MENTION 1 -
RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS
POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS
DE CARDIOLOGIE, MENTION 4 - SOINS
INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE

DÉCISION

DOS-PAC-N°2024-72

**ACCORDANT AU CENTRE HOSPITALIER DE TOURCOING L'AUTORISATION D'EXERCER, SUR SON SITE,
L'ACTIVITÉ DE SOINS CRITIQUES SELON LA MODALITÉ ADULTE POUR LES
MENTION 1 - RÉANIMATION ET SOINS INTENSIFS POLYVALENTS, MENTION 3 - SOINS INTENSIFS DE CARDIOLOGIE,
MENTION 4 - SOINS INTENSIFS DE NEUROLOGIE VASCULAIRE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique (CSP) et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, L.6162-1 et suivants, R.1434-4, R.1434-7, R.6123-1 et suivants, D.6124-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment l'article L.162-21 relatif à l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'ARS des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu la décision de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France du 15 juin 2017 modifiée délimitant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds (EML) ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 de la directrice générale de l'ARS Hauts-de-France portant adoption du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 27 octobre 2023 modifié portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) révisés du projet régional de santé Hauts-de-France 2018-2028 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 4 août 2006 fixant l'activité minimale annuelle des unités de réanimation pédiatrique et de réanimation pédiatrique spécialisée ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-09 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France relatif à l'ouverture d'une période de dépôt des demandes pour les matières dont l'autorisation relève du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Vu l'arrêté n° DOS-SDES-AUT-2024-10 du 19 janvier 2024 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France

relatif au bilan quantifié de l'offre de soins pris pour application de l'article R.6122-30 du CSP ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 10 juin 2024 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande présentée par le directeur du centre hospitalier de Tourcoing, visant à obtenir l'autorisation d'exercer sur son site l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents, pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire, et le dossier justificatif afférent ;

Vu l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie émis lors de sa séance du 16 septembre 2024 ;

Considérant que l'article L.6122-2 du CSP prévoit que l'autorisation est accordée, en tenant compte des éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé qui concernent le projet pour lequel elle est sollicitée et qui sont pertinents à la date de la décision, lorsque le projet

1° Répond aux besoins de santé de la population identifiés par les schémas mentionnés aux articles L.1434-2 ;

2° Est compatible avec les objectifs fixés par ce schéma ;

3° Satisfait à des conditions d'implantation et à des conditions techniques de fonctionnement ;

Considérant que les éléments des rapports de certification émis par la Haute autorité de santé ne conduisent pas à émettre de réserve sur la demande d'autorisation déposée par le centre hospitalier de Tourcoing ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 3 - soins intensifs de cardiologie et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le bilan quantifié de l'offre de soins prévoit, pour la zone 4A « Roubaix – Tourcoing », la possibilité d'autoriser 2 implantations pour l'exercice de l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour la mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire et que par conséquent le projet répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé Hauts-de-France ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs fixés par le SRS ;

Considérant que le projet satisfait aux conditions d'implantation de soins critiques fixées aux articles R.6123-33 à R.6123-38-2 du CSP et aux conditions techniques de fonctionnement fixées aux articles D.6124-27 à D.6124-34-3 du CSP ;

Considérant que le 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP prévoit que l'autorisation est subordonnée au

respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et, d'autre part, à la réalisation d'une évaluation dans des conditions fixées par décret ;

Considérant que le représentant du centre hospitalier de Tourcoing, dans le dossier de demande d'autorisation, s'est engagé sur ces points et que par conséquent l'engagement est respecté et conforme aux dispositions du 1er alinéa de l'article L.6122-5 du CSP ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'autorisation d'exercer l'activité de soins critiques selon la modalité adulte pour les mention 1 - réanimation et soins intensifs polyvalents
mention 3 - soins intensifs de cardiologie
mention 4 - soins intensifs de neurologie vasculaire
est accordée au centre hospitalier de Tourcoing, sur son site.

Article 2 – La mise en œuvre de cette autorisation est réputée effective au jour de la décision.

Article 3 – Cette activité de soins sera répertoriée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (F.I.N.E.S.S.) sous les critères suivants :

Numéros F.I.N.E.S.S. : EJ 590781902 / ET 590804696

Activité : Soins critiques

Modalité : adulte

Mentions :

1 - réanimation et soins intensifs polyvalents

3 - soins intensifs de cardiologie

4 - soins intensifs de neurologie vasculaire

Article 4 – Conformément aux dispositions de l'article L.6122-10 du CSP, le renouvellement de l'autorisation est subordonné au respect des conditions prévues aux articles L.6122-2 et L.6122-5 du CSP et aux résultats de l'évaluation appréciés selon des modalités arrêtées par le ministre chargé de la santé. Le titulaire de l'autorisation adresse les résultats de l'évaluation à l'ARS au plus tard quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation. Au vu de ce document et de la compatibilité de l'autorisation avec le SRS, l'ARS peut enjoindre au titulaire de déposer un dossier de renouvellement dans les conditions fixées par l'article L.6122-9 du CSP. A défaut d'injonction un an avant l'échéance de l'autorisation, et par dérogation aux dispositions de l'article L.6122-9 du CSP, celle-ci est tacitement renouvelée. L'avis de la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire n'est alors pas requis.

Article 5 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 04/10/2024

Le Directeur général



Hugq GILARDI

Direction interrégionale de la mer Manche Est -
Mer du Nord

R32-2024-10-03-00001

Arrêté n°152/2024 en date du 03 octobre 2024 -
Portant nomination des membres, avec voix
délibérative, de l'assemblée commerciale de la
station de pilotage du Grand Port Maritime de
Dunkerque



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Division activités maritimes
Service formation et emploi maritimes**

Le Havre, le 3 octobre 2024

ARRÊTÉ n° 152 / 2024

**Portant nomination des membres, avec voix délibérative,
de l'assemblée commerciale de la station de pilotage du Grand Port Maritime de Dunkerque**

**Le préfet de la région Hauts-de-France,
Préfet du Nord,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre Nationale du Mérite**

- VU** le Code des transports et notamment ses articles R5341-48 à R5341-51 ;
- VU** le Code des ports maritimes ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement des assemblées commerciales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 55-R-2000 modifié du 16 novembre 2000 instituant l'assemblée commerciale du pilotage de Dunkerque ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 227/2022 du 23 décembre 2022 modifié portant règlement local de la station de pilotage de Dunkerque ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 du préfet de la région Hauts-de-France portant délégation de signature à Monsieur Hervé THOMAS, Directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord ;
- VU** l'arrêté n° 072/2024 du 25 avril 2024 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;
- SUR** proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord :

ARRÊTE :

Article 1^{er} : À compter du 1^{er} novembre 2024, l'assemblée commerciale de la station de pilotage de Dunkerque est composée des membres suivants ayant voix délibérative :

- **Représentant la station de pilotage de Dunkerque :**
 - titulaire : M. Charles PLEINTEL
 - suppléant : M. Paul BAFOUR
 - titulaire : M. François HARS
 - suppléant : M. Martin VERDIERE

- **Représentant les armateurs :**
 - titulaire : M. Eric DUJARDIN
 - suppléant : M. David FONTAINE
 - titulaire : M. Jérôme CHRISTIAEN
 - suppléant : M. Bertrand VERHAEGHE

- **Représentant les autres usagers du port :**
 - titulaire : M. Florent MASSART
 - suppléant : M. Xavier DEWYNTER
 - titulaire : M. Jérôme PLANCKEEL
 - Suppléant : Mme Sophie DIETEMANN

- **Représentant le conseil de surveillance du GPMD :**
 - titulaire : Mme Laurence JACQUES
 - suppléant : M. Daniel DESCHODT
 - titulaire : M. Jean BODART
 - suppléant : M. Christian MINET

Le mandat des membres de la présente assemblée commerciale, mise en place à compter du 1^{er} novembre 2024, prend fin le 31 octobre 2027.

Article 2 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

pour le préfet et par subdélégation,
Le directeur adjoint
Thierry CANTERI



Copies à :

DGITM/DTFFP/SDP/P3

Préfecture de région / SGAR Hauts-de-France

DDTM 59

Membres de l'assemblée

DIRM MEMN